Les exportations françaises de produits manufacturés : 1997-1999

Emmanuel BERGER
Division "Échanges extérieurs"

David THESMAR
Division "Synthèse conjoncturelle"

Ce dossier s'attache à comprendre l'évolution des exportations françaises depuis le déclenchement de la crise asiatique, à la mi-1997. Il se concentre sur l'évolution des exportations de biens manufacturés qui conditionnent largement celle de l'ensemble des exportations.
Le tassement de la demande en provenance directe des zones émergentes aurait ainsi contribué à près d'un tiers du ralentissement des exportations françaises en 1998, malgré la faible part des ventes à destination de ces pays dans le commerce français. L'essentiel du ralentissement provient cependant plus indirectement de la décélération de la demande en provenance des pays les plus industrialisés (et en particulier de la zone euro). Toutefois, les seules évolutions de la compétitivité et de la demande mondiale ne rendent compte que d'une partie des mouvements des exportations. Le profil heurté de la fin de l'année 1999 reste difficile à interpréter. Ces difficultés renvoient à des problèmes marqués d'incohérence des flux mondiaux au cours de 1999.

Depuis trois années, la chronique de la croissance en France, comme dans la zone euro, semble avoir été imprimée par les inflexions de son environnement international. La demande intérieure a certes constitué le socle principal de la croissance, mais les évolutions du commerce extérieur ont joué un rôle déterminant dans le profil d'activité. De fait, au cours de l'année 1998, le tassement des exportations semble entraîner l'activité française dans un "trou d'air" : au premier trimestre de 1999, les ventes à l'étranger reculent (-1%), alors que la croissance du PIB s'infléchit sur un rythme de 1,5%. En contrepartie le rebond des exportations dès le second trimestre nourrit la reprise de l'activité qui, sur les trois derniers trimestres de l'année, progresse à un rythme annualisé de 3,5%.

Ces fluctuations sont évidemment à mettre en rapport avec la crise survenue en Asie du Sud-Est à partir de l'été 1997, et à sa généralisation à d'autres zones émergentes au cours de l'année 1998, à mesure que s'accroît la défiance des investisseurs vis à vis des marchés émergents. Plusieurs crises de change ont ainsi été accompagnées de récessions profondes dans nombre de ces pays, jusqu'alors gros importateurs.

La reprise, amorcée dès la mi 1998 dans certains pays d'Asie, semble aujourd'hui assurée : le commerce mondial accélère fortement au second semestre de 1999. Dans ce contexte, les exportations françaises accélèrent à plus de 12% en rythme annualisé. Au quatrième trimestre néanmoins, le fort ralentissement des exportations françaises (+1%) a quelque peu contrasté avec l'accélération du commerce mondial.

Ce dossier s'attache à comprendre l'évolution des exportations françaises depuis le déclenchement de la crise asiatique, à la mi-1997. Il se concentre sur l'évolution des exportations de biens manufacturés qui conditionnent largement celle de l'ensemble des exportations.

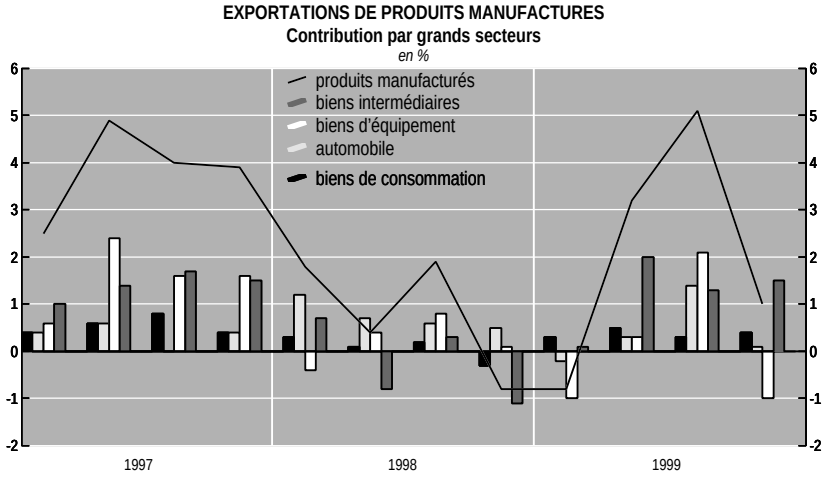
Les exportations françaises du début à la fin de la crise asiatique

Importance des échanges industriels

Parallèlement à la chute des importations asiatiques et au tassement du commerce mondial, les exportations françaises commencent à ralentir au premier trimestre de 1998. Tout au long de l'année 1998, la croissance des exportations de produits manufacturés se tasse progressivement jusqu'à atteindre son point bas au premier trimestre de 1999 (-0,8%), si l'on excepte la reprise technique du troisième trimestre de 1998, essentiellement due à des ventes exceptionnelles d'armement. Le retournement s'opère au deuxième trimestre de 1999.

La baisse continue des exportations en 1998 s'explique surtout par l'affaissement du commerce interindustriel : alors que le ralentissement des exportations de biens de consommation est compensé par la bonne tenue du marché automobile, les exportations de biens à destination de l'industrie (biens

❶



source : Comptes nationaux trimestriels

d'équipement et intermédiaires) ralentissent très fortement dès le premier trimestre de 1998.

Au second trimestre de 1999, la reprise se manifeste d'abord par le rebond des exportations de biens intermédiaires (qui contribuent à hauteur de deux tiers à la croissance des exportations). Puis, au second semestre de 1999, alors que le commerce de biens intermédiaires demeure très dynamique, les exportations de biens d'équipement accélèrent légèrement.

Profil heurté des exportations au second semestre de 1999

Au second semestre de 1999, les exportations françaises présentent un profil inattendu, à première vue difficilement conciliable avec l'accélération progressive du commerce mondial . Après un troisième trimestre en forte accélération (+5,1%), celles-ci se tassent fortement (+1%). Ce profil, que l'on observe aussi par exemple dans les comptes trimestriels allemands, italiens, britanniques et japonais (graphique 6), semble refléter davantage le caractère exceptionnel de l'accélération enregistrée au troisième trimestre, qu'une réelle inflexion.

L'analyse des données douanières par pays de destination apporte des éléments intéressants. Les ventes de la France vers le Royaume-Uni fournissent un début d'explication. Au troisième trimestre, l'économie britannique accélère de manière inattendue : la croissance rebondit à 1%, notamment sous l'effet d'une forte reprise de ses exportations industrielles en direction de l'Amérique latine et de l'Asie. Celles-ci croissent de 5,7%, entraînant les importations qui accélèrent à 4,3%. Dans ce contexte, la contribution des exportations en direction du Royaume-Uni à la croissance totale des exportations de biens français augmente de presque 2 points entre le deuxième et le troisième trimestre. Puis, du troisième au quatrième trimestre, celle-ci diminue de 1,8 point, alors que la croissance britannique se stabilise à 0,8% et que ses importations sont corrigées à la baisse.

Le profil des importations britanniques sur le second semestre ne permet cependant d'expliquer qu'une partie de celui des exportations françaises. Au troisième trimestre, les exportations à destination du Proche et Moyen Orient, d'habitude très peu dynamiques, ont contribué à hauteur de 1,2 point à la croissance totale des exportations de biens (soit environ 1 point de plus qu'au trimestre précédent). Cette contribution exceptionnelle est corrigée de 2 points au trimestre suivant pour s'établir à -1% ; elle correspond à des ventes d'Airbus. Il semble toutefois de plus en plus difficile de considérer les exportations d'Airbus comme des événements exceptionnels (voir encadré).

Finalement, les exportations d'automobiles contribuent pour 1 point à l'accélération des exportations enregistrée au troisième trimestre, puis pour 1,5 point au ralentissement du trimestre suivant. Ce profil heurté peut être en partie relié au niveau exceptionnel des immatriculations observé au Royaume-Uni à l'été, et ensuite corrigé à l'automne.

Au total, la très forte accélération du troisième trimestre témoigne du bond, en partie exceptionnel, de la demande en provenance du Royaume-Uni, d'exceptionnelles ventes d'automobiles chez nos partenaires commerciaux, et, dans une moindre mesure, de ventes d'Airbus à destination du Moyen Orient. Même si l'analyse de ces données ne permet pas de comprendre complètement le profil heurté des exportations au second semestre, il ne semble donc pas que le repli du quatrième trimestre signale un ralentissement brutal des exportations françaises qui puisse être extrapolé en début 2000.

Mécanismes de transmission de la crise des pays émergents

Dévaluations dans les pays émergents et dépréciation de l'euro depuis son lancement

Les effets directs des crises de change dans les pays émergents sur la compétitivité des exportations françaises sont limités. Le taux de change s'apprécie légèrement entre la fin 1997 et le quatrième trimestre de 1998, pour se déprécier fortement depuis le début de l'année 1999.

En juillet 1997, la panique des investisseurs étrangers, suscitée par des déficits commerciaux persistants et un système financier surendetté qui connaît ses premières faillites, précipite l'effondrement du baht thaïlandais et du ringgit malaysien ; au mois d'août la roupie indonésienne, puis en octobre le won coréen tombent sous les attaques spéculatives. La crise brésilienne s'est elle aussi traduite par une dévaluation de plus de 30% du real. Crise de change, la crise asiatique s'est donc d'abord manifestée par des dévaluations susceptibles d'affecter la compétitivité des produits français.

Au troisième trimestre de 1997, la crise qui affecte le baht thaïlandais et le ringgit malaysien contribue à l'appréciation du franc. Cette appréciation par rapport aux monnaies thaïlandaise et malaysienne culmine au quatrième trimestre de 1997, moment à partir duquel les autres pays émergents d'Asie et le Japon enregistrent eux aussi de fortes variations du change.

Tout au long de l'année 1998, la monnaie française continue de s'apprécier face à la livre anglaise et au dollar américain, ce qui conduit à un niveau maximum du taux de change effectif réel du franc au quatrième trimestre de 1998, alors que les monnaies asiatiques se réapprécient quelque peu en milieu d'année.

Cependant, entre le second trimestre de 1997 et la fin 1998, le taux de change effectif réel ne s'apprécie au total que modérément au regard de ses évolutions passées (environ 3%). Compte tenu des délais de transmission qui existent entre la dégradation de la compétitivité et la baisse des exportations qui en résulte (voir plus bas pour une analyse plus quantitative), cette légère dégradation de la compétitivité ne commencera à faire sentir ses effets sur les exportations qu'à partir du premier trimestre de 1998.

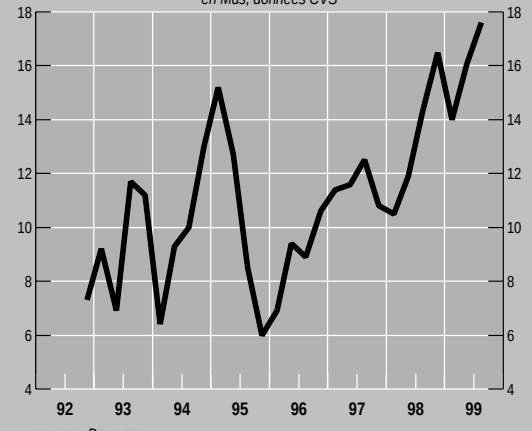
Le mouvement de dépréciation réelle qui débute au premier trimestre de 1999 a plus d'amplitude. L'euro n'a en effet cessé de voir sa valeur diminuer vis à vis des principales monnaies partenaires, notamment le dollar et la livre sterling. Cet effet est renforcé par l'appréciation nominale, et surtout

Les exportations d'Airbus : un coup de pouce exceptionnel ?

La France, où la plupart des Airbus sont assemblés, exporte en moyenne une trentaine d'avions (A300, A320, A330 ou A340) par trimestre. La série correspondante qui, même désaisonnalisée, est relativement volatile, représente une part importante des exportations : depuis 1997, les Airbus représentent environ 10% des exportations de produits manufacturés. Doit-on considérer de fortes exportations d'Airbus comme un événement exceptionnel ?
Le graphique ci-dessous suggère que, depuis 1996, les ventes d'Airbus progressent de manière très régulière. Les exportations d'Airbus contribuent donc significativement à la croissance trimestrielle des exportations manufacturières.

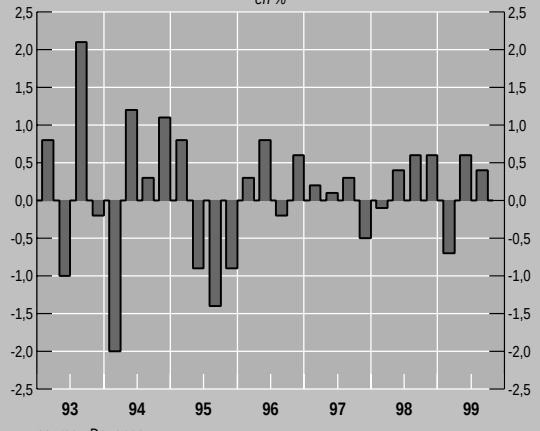
Contrairement à la période s'étendant de 1992 à 1996, les écarts de contributions d'un trimestre à l'autre sont plus faibles, conformément aux gains de parts de marché d'Airbus. Les fortes exportations d'Airbus deviennent une composante structurelle des exportations françaises.

VALEUR DES AIRBUS EXPORTES PAR TRIMESTRE
en Mds, données CVS



source : Douanes

CONTRIBUTION DES VENTES D'AIRBUS à la croissance des exportations
en %



source : Douanes

réelle, des monnaies asiatiques, alors que le différentiel d'inflation par rapport à la plupart de ses partenaires extra zone euro est favorable à la compétitivité des produits français. Au total, le taux de change effectif réel se déprécie d'un peu moins de 6%.

Cet affaiblissement relatif de l'euro conduit à une amélioration de la compétitivité des produits français tout au long de l'année 1999. A nouveau, ce n'est qu'avec un délai moyen de deux trimestres que la baisse de l'euro fera sentir ses premiers effets sur les ventes françaises à l'étranger, soit donc à partir de l'automne 1999.

L'impact indirect de la crise asiatique

La crise des pays émergents a aussi eu un impact direct sur le commerce mondial. Dans les pays concernés, elle a en effet provoqué une brusque contraction de la demande intérieure à travers notamment de l'effondrement de la valeur des actifs des ménages et de nombreuses entreprises, ainsi qu'à travers le brusque gonflement de la dette libellée en dollars.
D'abord concentrée sur l'Asie, la crise a finalement entraîné dans la récession les pays d'Europe de l'Est, ainsi que le Brésil et l'Argentine du fait de la transmission d'une défiance généralisée des investisseurs à l'égard des économies émergentes. Ces récessions, accompagnées d'une importante contraction des importations, se sont traduites par un ralentissement du commerce mondial en 1997-1998, dont ont pâti les exportations françaises.

De fait, les exportations globales en valeur passent d'un rythme d'environ 4,1% par trimestre, à un rythme moyen de -0,5% par trimestre sur la période 1998:1 - 1999:1. En dépit de leur faible poids dans les exportations françaises (environ 12%), la chute des exportations vers les zones émergentes (ici ASEAN, MERCOSUR et Europe centrale et orientale) a contribué à hauteur de 1 point au ralentissement des exportations totales, soit presque un quart du ralentissement du total (voir tableau).

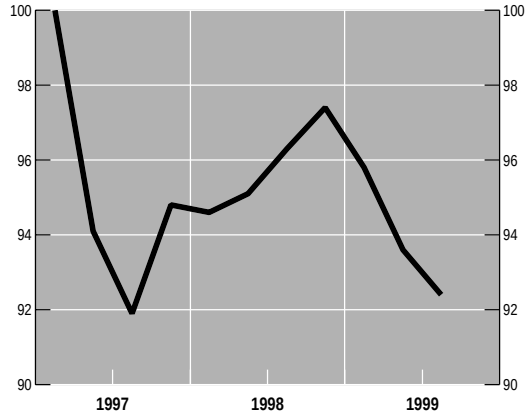
CONTRIBUTION DES GRANDES DESTINATIONS A LA CROISSANCE D'ENSEMBLE DES EXPORTATIONS MANUFACTURÉES AVANT, PENDANT ET APRÈS LA CRISE

(moyenne en %)

	1997:1-1997:3	1997:3-1999:1	1999:2-1999:4
Total	4,1	-0,6	3,6
Zone euro	1,5	0,0	2,0
Zones émergentes	0,5	-0,3	0,2
Royaume-Uni	0,6	0,0	0,4
États-Unis	0,4	0,1	0,5

❷

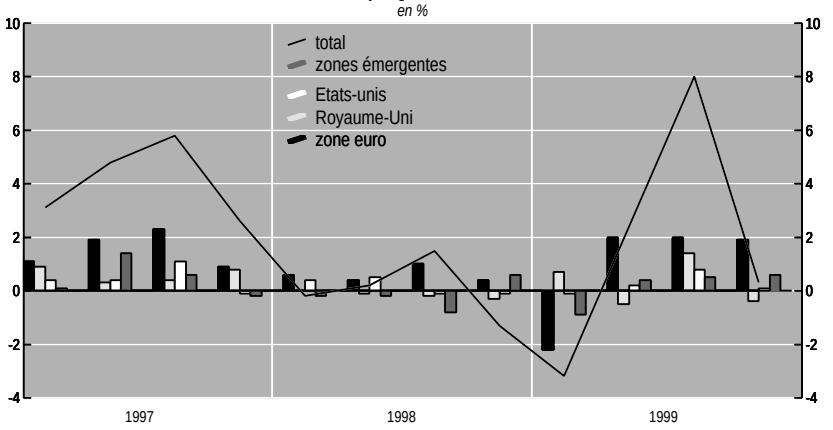
TAUX DE CHANGE EFFECTIF REEL DU FRANC



source : Direction de la prévision

❸

EXPORTATIONS DE BIENS
Contribution par grandes destinations
en %



source : Douanes

Néanmoins, l'essentiel de la chute des exportations observée tout au long de 1998 tient à la décrue progressive des exportations à destination de l'union européenne, et en particulier de la zone euro. La contribution moyenne de la zone à la croissance trimestrielle des exportations totales passe ainsi de 1,5% en 1997 à 0% (soit environ un tiers du ralentissement pour la seule zone euro). Le ralentissement des ventes à l'ensemble Royaume-Uni, États-Unis et zone euro expliquerait la moitié du ralentissement total.

Le rebond du deuxième trimestre de 1999 apparaît lié au retournement brutal de la demande en provenance de la zone euro. Au second semestre, à la reprise du commerce intra zone euro s'ajoute le retour de la demande en provenance du Royaume-Uni et des États-Unis à leur niveau d'avant crise. A nouveau, la reprise des ventes à destination des zones émergentes n'a représenté qu'environ un quart de l'accélération des trois derniers trimestres de 1999.

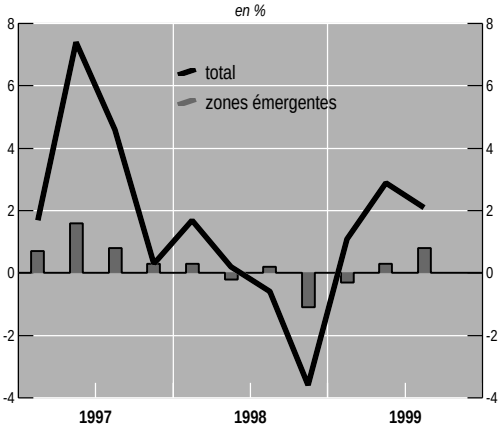
C'est donc à travers ses partenaires commerciaux plus traditionnels que la crise des pays émergents transite pour atteindre la France.

En effet, la zone euro est presque deux fois plus exposée que la France aux pays émergents. L'utilisation des données douanières fournies par eurostat (voir encadré) permet d'illustrer ce point : en moyenne sur 1995-1999, les exportations de la zone à destination des Nouveaux pays Industrialisés, de l'Amérique latine et des pays d'Europe centrale et orientale totalisaient environ 20% de l'ensemble (contre environ 12% pour la France). Autre manifestation de ses liens plus étroits avec les pays en crise, le profil des exportations de la zone est similaire à celui de la France, mais semble avancé d'un, voire deux trimestres : celles ci ont ralenti dès le quatrième trimestre de 1997, pour rebondir à partir du premier trimestre de 1999 (cf. graphique 4)

L'impact de la crise des pays émergents sur les exportations françaises est donc indirect dans une large mesure, ce qui explique pourquoi, en 1998, les exportations françaises baissent moins fortement et plus tardivement que celles de la plupart de ses partenaires commerciaux. Les exportations japonaises chutent dès le troisième trimestre de 1997 (dévaluation du baht thaïlandais et du ringgit malaysien). Puis, les exportations britanniques, américaines, allemandes et italiennes ralentissent dès le quatrième trimestre. La France n'entre dans la crise qu'un trimestre après eux, et ressort moins affectée de la crise, comme l'illustre le graphique 5.

CONTRIBUTION DES ZONES EMERGENTES AUX EXPORTATIONS DE LA ZONE EURO

en %



sources : Eurostat

❹

EXPORTATIONS DE LA FRANCE ET DE CINQ PARTENAIRES

(niveau, base 100 en 1996 T4)

sources : nationales

❺

Apport de la modélisation pour la compréhension des évolutions des exportations

Le pouvoir explicatif des déterminants traditionnels

La demande mondiale adressée à la France s'est sensiblement détériorée pendant l'année 1998 jusqu'au premier trimestre de 1999. L'analyse précédente suggère l'importance de l'effet indirect de la crise dans les pays émergents sur la demande mondiale adressée à la France : les récessions ont causé un tassement des exportations des autres pays industrialisés plus exposés, qui, en retour, ont réduit leur demande d'importation de biens français.

Simultanément, bien que la dévaluation qui a suivi les crises de change n'ait que légèrement dégradé la compétitivité du secteur manufacturier français la dépréciation progressive de l'euro vis à vis de la livre sterling et du dollar à partir du début 1999 pourrait avoir un effet positif un peu plus important sur les exportations. Afin d'évaluer l'impact quantitatif des effets de demande et de compétitivité, tout en tenant compte de leur délai d'action, nous estimons une relation entre exportations manufacturées, demande mondiale et compétitivité.

L'équation relie les exportations manufacturées à ses deux déterminants macro-économiques traditionnels : compétitivité, et demande mondiale (voir encadré). Nous modélisons les exportations manufacturées aux prix de 1995, fournies par les comptes trimestriels, sur la période 1985:1 - 1999:2. La demande mondiale est estimée par la Direction de la prévision, ainsi que sa décomposition par grandes destinations. Nous construisons de plus un indice de compétitivité trimestriel, qui éva-

Mesurer le commerce extérieur de la zone euro(1)

Les données statistiques sur les échanges extérieurs de la zone euro sont affectées de problèmes importants qui incitent à une prudence plus grande qu'à l'accoutumée dans l'interprétation. Les sources statistiques disponibles sur le commerce extérieur de la zone sont, comme pour les pays membres, les données douanières et celles de la comptabilité nationale (qui en général s'appuient sur les données douanières et les balances des paiements). Les données douanières apportent une information détaillée sur les échanges de biens de la zone, par secteur d'activité, et par partenaire commercial. Ces données sont en valeur. Elles sont l'objet de compléments et de retraitements pour donner les comptes nationaux trimestriels de la zone, qui incluent les services, et utilisent des données douanières non publiées afin de calculer des indices d'exportations et d'importations en volume.

La constitution de ces séries au niveau de la zone est effectuée par Eurostat à partir des données nationales. Les séries mensuelles d'exportations et d'importations de l'Union Monétaire sont ainsi produites par Eurostat à partir de sources douanières nationales. Celles-ci sont obtenues en additionnant simplement les flux de commerce déclarés par les 11 états membres avec des états non membres de l'Union Européenne. Pour les importations, la notion de provenance (pays visité par les marchandises) est privilégiée aux dépens de la notion d'origine (pays où les marchandises ont été transformées pour la dernière fois), afin d'éviter de compter deux fois certains flux liés au transit dans un état membre. En ce qui concerne le commerce des états membres de l'Union Monétaire avec les quatre états non membres de la zone euro, l'information est rassemblée à partir des formulaires Intrastat, dont l'objet est de réunir toutes les données de flux intracommunautaires.

Cette méthode, qui a le mérite de la simplicité, souffre néanmoins d'un handicap important : au sein de la zone euro, le commerce intrazone n'est pas équilibré. En Europe, comme dans le reste du monde, les flux miroirs ne s'égalisent pas : les exportations déclarées par le pays A à destination de B sont différentes (et en général supérieures aux) importations que B a déclaré en provenance de A. Ce manque de cohérence des statistiques nationales provient en particulier des spécificités du règlement Intrastat dont l'objet est d'harmoniser les sources douanières nationales(2). Ainsi, l'ensemble des exportations des pays de la zone à destination d'autres pays de la zone dépasse l'ensemble des importations intrazone d'en moyenne 4,5% des flux, soit environ 0,9 point de PIB de la zone. Cet écart, stable sur la période 1996-1999 rend plus délicate l'interprétation des flux au sein de la zone, et pourrait provenir de l'existence d'un biais dans les déclarations faites aux douanes. La possibilité de déduire la TVA à l'exportation, et l'obligation de la payer sur les produit importés constitue notamment une incitation à sur-déclarer les exportations et à sous-déclarer les importations.

Dans les comptes trimestriels de la zone, le problème est encore accru. En effet, ces comptes sont produits en "additionnant" les comptes trimestriels de chacun des pays membres. Ainsi la consommation de la zone est égale à la somme des consommations des pays membres, de même pour les importations, les exportations, etc. Les exportations de la zone au sens des comptes trimestriels incorporent donc celles des pays de la zone à destination d'autres pays de la zone... qui ne sont donc pas des exportations, mais du commerce intrazone! Cette méthode de comptabilisation amène à surestimer à la fois importations et exportations, qui deviennent donc plus difficilement interprétables. Les parts des exportations et des importations dans le PIB de la zone, ainsi que leurs volumes sont surévalués (environ d'un facteur 3). Ainsi, ces séries de flux se prêtent moins facilement à la modélisation par les équations traditionnelles que les séries nationales. De plus, cette méthodologie ne permet pas de purger le solde extérieur de l'excédent d'exportations "intrazones", qui contribue ainsi à la croissance du PIB.

(1) Les auteurs remercient Pauline GIVORD et Laurent BOUSCHARAIN pour leurs éclaircissements.

(2) Intrastat définit en effet un système de seuils permettant d'exonérer de déclaration les entreprises ayant un montant d'échanges limité.

lue le prix relatif des produits français sur les huit marchés étrangers les plus importants[1], en tenant compte de la concurrence des pays tiers.

Nous exploitons cette équation afin d'évaluer les contributions respectives des effets de la compétitivité et de la demande mondiale depuis la crise asiatique jusqu'à la forte reprise des exportations au deuxième trimestre de 1999 (cf. graphique 7).

Les résidus sont importants, surtout en début et en fin de période. Néanmoins, cette équation confirme l'importance quantitative de la demande mondiale au cours de la période considérée. Les exportations passent d'un rythme trimestriel moyen de 3,8% (sur 1997) à 0,5% sur la période 1998:1 1999:1. Le tassement de la demande mondiale explique près des deux tiers (2,1 points) de ce ralentissement de 3,3 points. Au deuxième trimestre de 1999, la très forte reprise du commerce mondial explique quant à elle 5,1 points de croissance des exportations, soit plus de la moitié du total de l'accélération. Le léger tassement de la compétitivité, puis son redressement, n'auraient eu pour sa part qu'un effet très limité sur les exportations (voir tableau).

En 1998, l'évolution de la compétitivité a eu un impact faiblement positif sur les exportations françaises, illustrant le fait que la compétitivité n'a été que faiblement touchée par les dévaluations consécutives aux crises de change dans les pays émergents. A la suite de la dépréciation de l'euro à partir du début 1999, le rebond des gains de compétitivité s'amorce et contribue à hauteur de 0,8 point au total (+9,2 points) de la reprise des exportations entre le second et le dernier trimestre de 1999. Plus notables que la perte de compétitivité induite par la crise, les gains de compétitivité consécutifs à la dépréciation de l'euro représentent à peine 10% de la hausse et apparaissent donc limités.

Selon nos estimations, les variations de la compétitivité et du commerce mondial permettent donc d'expliquer environ les deux tiers du ralentissement, puis de l'accélération des exportations françaises sur la période 1998:1-1999:4. Le tiers restant n'est donc pas appréhendé par les déterminants traditionnels des exportations, ce qui illustre les limites de notre approche quantitative. Notre modèle éprouve en particulier de grandes difficultés à retracer la violente accélération des deuxième et troisième trimestres de 1999, suivie du brusque ralentissement enregistré au trimestre suivant. En effet, ce mouvement brutal ne se retrouve ni dans la dynamique de la demande mondiale, ni dans celle de la compétitivité au second semestre. Dans ces conditions, le résidu se "retourne", car le modèle sous estime l'accélération du troisième trimestre, puis surestime le quatrième trimestre.

Doutes soulevés par le profil des exportations au second semestre de 1999

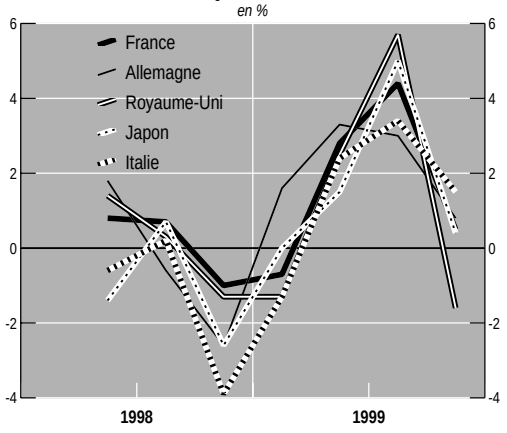
Le profil des exportations françaises au dernier semestre de 1999 demeure donc largement inexpliqué. Le dynamisme des exportations d'automobiles et d'Airbus remarqué plus haut permet d'interpréter une partie de ce résidu. Cependant, le dynamisme au troisième trimestre du Royaume-Uni est incorporé dans le calcul de la demande mondiale, et ne peut donc être invoqué ici.

Une interrogation subsiste aussi sur la qualité des données de commerce extérieur au troisième tri-

❻

EXPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES DANS CINQ PAYS EUROPEENS

en %



sources : Bundesbank, OSN, Insee

CONTRIBUTION DES DIVERS DÉTERMINANTS AU TOTAL DES EXPORTATIONS MANUFACTURÉES SUR TROIS PÉRIODES

(moyenne en %)

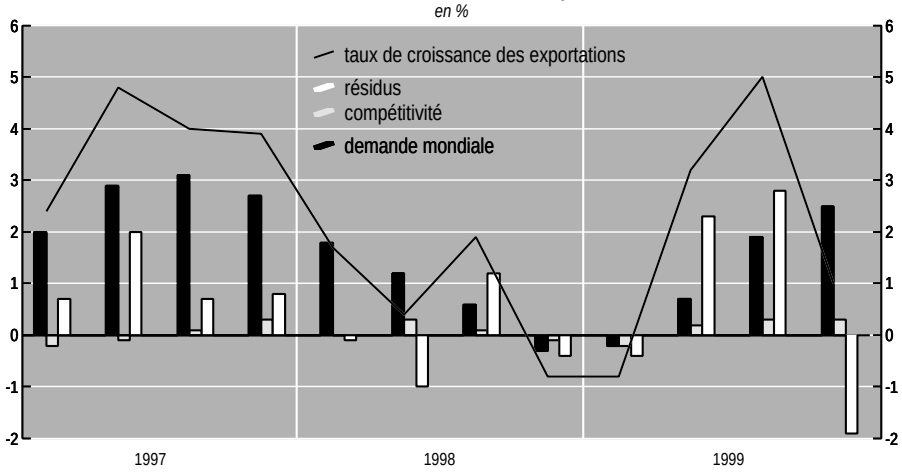
	1997:1-1997:4	1998:1-1999:1	1999:2-1999:4
Total	3,8	0,5	3,1
Demande mondiale	2,7	0,6	1,9
Compétitivité	0,0	0,0	0,3
Résidu	1,1	-0,1	0,9

(1) Allemagne, Belgique-Luxembourg, Espagne, État-Unis, Italie, Japon, Pays-Bas et Royaume-Uni. L'effet direct des pays asiatiques n'est donc pas pris en compte ; cependant, nous avons vérifié que les variations du taux de change réel effectif discuté plus haut ne sont pas plus importantes en 1997-1998 que celles de la compétitivité que nous utilisons pour estimer notre équation.

Les exportations françaises de produits manufacturés : 1997-1999

❼

EXPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURES
et contribution des différentes composantes
en %



sources : Comptes nationaux trimestriels, Direction de la prévision

Estimation d'une équation d'exportations

De manière standard, l'équation est spécifiée sous la forme d'un modèle à correction d'erreur. Le long terme relie le niveau des exportations à celui de la demande mondiale (avec une élasticité unitaire) et à la comptétitivité.

On met en évidence l'existence de la relation de co-intégration suivante :
(1) log(EXP) = log (DEM) + 0,4*log(COMP)

Un choc de 1% sur la demande mondiale explique donc à long terme une hausse de 1% du volume d'exportation. Une hausse de 1% de la compétitivité française (c'est à dire un différentiel d'inflation de 1 point entre la France et le reste du monde par exemple, ou une dépréciation de 1 point de l'euro par rapport aux autres monnaies) accroît les exportations françaises de 0,4 point.

Cette élasticité de long terme des exportations à la compétitivité est moins élevée que ce qui était traditionnellement obtenu dans les estimations en ancienne base. Par ailleurs, on notera l'absence de trend déterministe.

A court terme, le taux de croissance des exportations est ainsi expliqué par le taux de croissance de la demande mondiale et de la compétitivité, ainsi qu'un terme dit "de correction d'erreur" qui corrige partiellement l'écart entre exportations observées et cible de long terme.

(2) $dlog(EXP) = \underset{(1,8)}{0,2}*dlog(EXP_{-3}) + \underset{(3,0)}{0,5}*dlog(DEM)$

$+ \underset{(2,0)}{0,3}*dlog(DEM_{-1}) + \underset{(2,0)}{0,3}*dlog(DEM_{-2})$

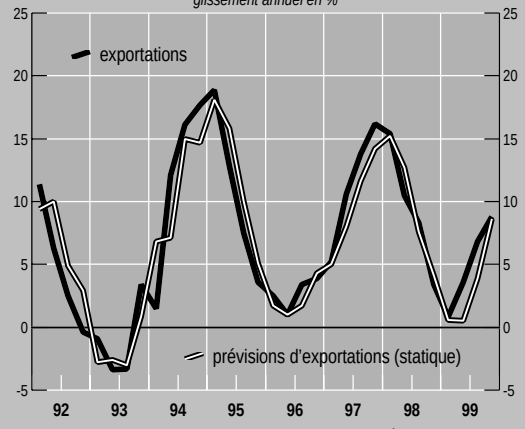
$- \underset{(4,3)}{0,4}[log(EXP-1) - log(DEM-1) - 0,4log(comp-1)]$

R2 = 0,47
DW = 1,96
STD = 0,016

On note que dans cette estimation la compétitivité n'a pas d'effet instantané ; elle n'agit qu'à travers la force de rappel : il faut entre 3 et 4 trimestres pour que des gains de compétitivité se traduisent pleinement par une hausse des exportations. La demande mondiale a quant à elle un effet immédiat mais limité, le delai de transmission complet de cet effet étant lui aussi de l'ordre de trois à quatre trimestres.

L'élasticité de court terme (à un trimestre) des exportations vaut 0,5 pour la demande (contre 1 dans le long terme), et 0,2 pour la compétitivité (contre 0,4 à long terme). Ces élasticités sont comparables à celles qui sont utilisées dans les modèles AMADEUS et METRIC. Le graphique suivant illustre la performance de notre équation sur le passé (en simulation statique et en glissement annuel) :

EXPORTATIONS
glissement annuel en %



sources : Comptes nationaux trimestriels, Direction de la prévision

mestre dans l'ensemble des pays. Aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Italie, en Allemagne et en France, les exportations accélèrent très fortement, alors que dans tous ces pays (sauf aux États-Unis), les importations demeurent peu dynamiques. Un recensement plus exhaustif des flux de commerce mondial fait effectivement apparaître une forte contraction du déficit mondial(2) au troisième trimestre. Cependant, celui-ci s'était fortement accru au premier semestre de 1999. Il se pourrait donc que les exportations aient été sous-estimées au début 1999, ce qui aurait entraîné une surestimation de leur accélération du troisième trimestre. Cette sous estimation pourrait provenir des exportations à destination de l'Asie émergente, où la reprise s'amorce dès la fin 1998.

Comme le suggèrent les flux estimés par les comptables nationaux de divers pays (cf. graphique 6), il se pourrait aussi que le commerce mondial se soit effectivement tassé au quatrième trimestre, en contradiction avec les estimations (encore provisoires) de la demande mondiale. Pour certains pays, les données douanières pour le quatrième trimestre ne sont pas encore disponibles, si bien que les chiffres de demande mondiale pour le quatrième trimestre sont encore largement basés sur des hypothèses. Ils peineraient donc à épouser cet accident infra-annuel et seraient "trop lisses". Ces données seront peut-être révisées et permettront d'affiner notre diagnostic.

Évaluer la contribution de la demande en provenance des zones émergentes

Les ventes directes aux pays émergents constituent une faible part des ventes françaises à l'étranger (12%). Leurs fortes variations pourraient néanmoins avoir contribué de manière significative au mouvement des exportations françaises. Afin de pouvoir fournir une réponse quantitative à cette question, nous utilisons la décomposition de la demande mondiale par provenance, et évaluons à l'aide de notre équation les contributions respectives des différentes zones aux exportations françaises.

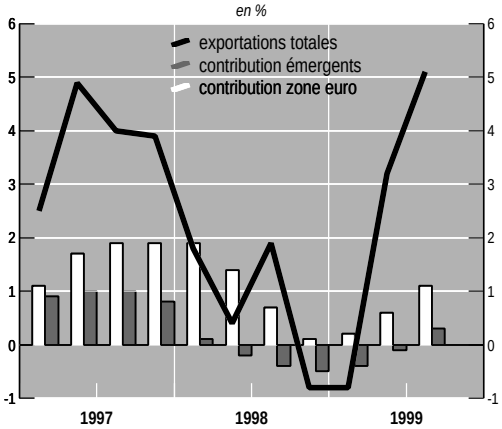
Le graphique 8 illustre les contributions respectives de la zone euro et des pays émergents (comprenant ici la Chine, l'Amérique latine, l'Asie du Sud-Est, la Corée du Sud et les pays d'Europe centrale et orientale). Le ralentissement des exportations entre l'année 1997 et la période de crise (1998:1-1999:1) est de 3,3% par trimestre, grossièrement divisible en trois tiers : un tiers (0,9 point) provient en effet du ralentissement de la zone euro, consécutif au ralentissement du commerce mondial. Le ralentissement des exportations à destination des États-Unis et du Royaume-Uni contribue aussi pour environ un tiers de l'ensemble (0,8 point). Même si elle n'est pas majoritaire, la contribution du tassement de la demande en provenance des zones émergentes (1,1%, soit un tiers du total) reste donc significative. ■

(2) A l'échelle du monde, la totalité des importations mesurées excède l'ensemble des exportations mesurées.

❽

CONTRIBUTION DE LA DEMANDE DES ZONES EMERGENTES AUX EXPORTATIONS MANUFACTURIERE

en %



sources : Comptes nationaux trimestriels, Direction de la prévision

Bibliographie

1 - Ouvrage Collectif (1998) "Le commerce extérieur de produits manufacturés", Economie et prévision n° 134, vol 3

2 - Direction de la Prévision (1999) "Une réestimation de l'équation d'exportations de produits manufacturés"

3 - H. Michaudon, C. Prigent (1998) "Une présentation du modèle AMADEUS", document de travail DEEE

4 - P. Krugman (1999) "Analytical afterthoughts on the Asian crisis"
Ce mimeo est disponible sur le web : http://mit.edu/krugman/www/MINICRIS.htm

5 - INSEE (1998) "Problèmes posés par le calcul des balances commerciales de l'union monétaire", note interne

6 - EUROSTAT (1998) "Les statistiques d'échanges de biens : guide de l'utilisateur"